



Politique énergétique, Politique climatique, Durabilité

Politique énergétique: un pas important vers l'ouverture technologique

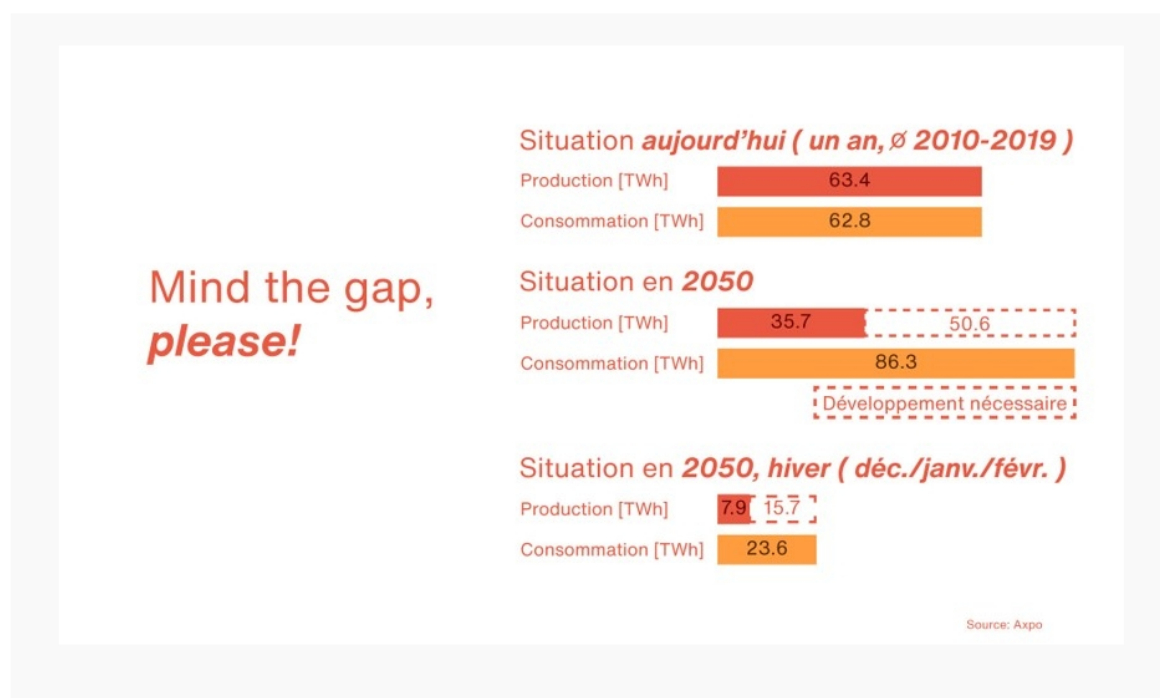
21.01.2026

D'un coup d'oeil

- La Commission de l'environnement et de l'énergie du Conseil des États soutient fermement une politique énergétique ouverte aux technologies et climatiquement neutre
- Un signal important: la Suisse doit garder ouvertes toutes les options, y compris le nucléaire, pour viser un approvisionnement électrique sûr, propre et bon marché

Par 10 voix contre 2, la Commission de l'environnement et de l'énergie du Conseil des États (CEATE-E) soutient nettement le contre-projet à l'initiative «Stop au blackout» et la levée de l'interdiction technologique visant le nucléaire. Ce faisant, les sénateurs UDC, PLR et du Centre agissent dans l'intérêt de la Suisse et font preuve d'une vision à long terme stratégique. Ils lancent un signal encourageant pour le site de production suisse: afin de garantir un approvisionnement électrique sûr, propre et bon marché, notre pays doit garder ouvertes toutes les options technologiques.

L'approvisionnement électrique suisse fera face à d'énormes défis ces prochaines années et décennies. En 2050, l'économie et la société auront besoin d'environ un tiers d'électricité en plus par rapport à aujourd'hui. En même temps, des capacités de production considérables vont disparaître car les centrales nucléaires existantes arrivent au terme de leur durée de vie. Un gouffre se creuse: au vu des besoins dans 25 ans, les deux tiers des capacités de production d'électricité nécessaires n'ont pas encore été construites. Il y a en particulier un manque de capacités évident durant l'hiver.



Afin de faire face à cette situation et de garantir la sécurité de l'approvisionnement, la Suisse doit agir sur trois fronts: premièrement, elle doit développer les énergies renouvelables rapidement et de manière efficiente, en particulier celles qui sont efficaces en hiver. Deuxièmement, elle doit disposer

d'un accord sur l'électricité avec l'UE pour sécuriser sa capacité d'importation. Et, troisièmement, elle doit lever l'interdiction du nucléaire pour garder ouverte la perspective d'un remplacement des installations existantes. Ce faisant, notre pays assure un approvisionnement électrique indépendant, climatiquement neutre et diversifié à court, à moyen et à long termes.



Alexander Keberle

Responsable Politique de la place économique, membre de la direction



Lukas Federer

Responsable du département Énergie, environnement, infrastructures et numérisation, membre de la direction élargie



Dominique Rochat

Responsable de projets Senior Énergie, environnement, infrastructures et numérisation